



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 225-DDPP-2014
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre I et du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, R. 512-39-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2000, réglementant les activités exercées par le CHU BELLEVUE pour son établissement sis à SAINT-ETIENNE – 25 Boulevard Pasteur ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juin 2014, établi à la suite d'une inspection du 27 mai 2014 sur le site du CHU BELLEVUE pour son établissement sis à SAINT-ETIENNE – 25 Boulevard Pasteur, constatant plusieurs non conformités ;

CONSIDERANT que l'exploitant du CHU BELLEVUE pour son établissement sis à SAINT-ETIENNE – 25 Boulevard Pasteur n'a pas notifié l'arrêt de ses installations classées de la rubrique 385 « Utilisation, dépôt et stockage de sources radioactives » ;

CONSIDERANT les non conformités constatées aux articles 3.6, 3.9 et aux valeurs de l'annexe 1-a « Air » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2000 sur le non respect de la réalisation des contrôles des émissions atmosphériques ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le CHU BELLEVUE, sis à SAINT-ETIENNE – 25 Boulevard Pasteur est mis en demeure de respecter, sous trois mois, les dispositions suivantes :

- L'exploitant devra notifier l'arrêt de ses installations classées de la rubrique 385 « Utilisation, dépôt et stockage de sources radioactives » conformément au Code de l'Environnement et notamment ses articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

- L'exploitant devra respecter les articles 3-6, 3-9 et les valeurs de l'annexe 1-a « Air » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2000 concernant les rejets des chaudières à gaz et des moteurs à fioul.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 25 JUIN 2014
pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- CHU BELLEVUE

25 Boulevard Pasteur

42100 SAINT-ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono